Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2017-1041** **27/12/2017**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 14

Objet : Appel à candidatures : 14 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

FranceAgriMer (FAM) :

- 1 poste de directeur de projet " Programme Expadon2 " (F/H) (titulaire de catégorie A) à Montreuil (93).

  Date limite de candidature : 19 janvier 2018.

- 1 poste d'adjoint au chef d'unité visa des aides à la promotion et autres interventions nationales et européennes (F/H) (titulaire de catégorie A) à Montreuil (93).

  Date limite de candidature : 23 janvier 2018.

- 1 poste de chef du service visa des interventions (F/H) (titulaire de catégorie A+) à Montreuil (93).

  Date limite de candidature : 23 janvier 2018.

- 1 poste de chef d'unité visa des aides à l'investissement vitivinicole et autres interventions nationales et européennes (F/H) (titulaire de catégorie A/A+) à Montreuil (93).

  Date limite de candidature : 23 janvier 2018.

- 1 poste d'adjoint au chef du service visa des interventions (F/H) (titulaire de catégorie A/A+) à Montreuil (93).

  Date limite de candidature : 23 janvier 2018.

Parcs nationaux de France :

- 1 poste de chargé de mission base de données et développement WEB au parc national du Mercantour (F/H) (titulaire de catégorie A ou B ou agent contractuel – CDD de 24 mois) à Nice (06).

  Date limite de candidature : 14 janvier 2018.

- 1 poste de technicien territorial de médiation au parc national des Calanques (F/H) (titulaire de catégorie B) à Marseille (13)

  Date limite de candidature : 26 janvier 2018.

- 1 poste de garde du littoral sur l'archipel du Frioul au parc national des Calanques (F/H) (titulaire de catégorie C ou agent contractuel) à Marseille (13).

Date limite de candidature : 1er février 2018.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) :

- 1 poste d'évaluateur scientifique et technique résidus et sécurité des aliments (F/H) (agent contractuel – CDD de 24 mois) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 19 janvier 2018.

- 1 poste de technicien de laboratoire en microbiologie et biologie moléculaire (F/H) (agent contractuel – CDD de 12 mois) à Fougères (35).

Date limite de candidature : 19 janvier 2018.

- 1 poste de technicien de laboratoire en virologie (F/H) (agent contractuel – CDD de 18 mois) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 12 janvier 2018.

- 1 poste de chargé de projets (F/H) (agent contractuel – CDD de 24 mois) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 20 janvier 2018.

- 1 poste de technicien en gestion des AMM (F/H) (agent contractuel – CDD de 18 mois) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 20 janvier 2018.

- 1 poste de technicien de laboratoire en biologie (F/H) (agent contractuel – CDD de 18 mois) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 19 janvier 2018.

La sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Noémie LE QUELLENEC

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation

FranceAgriMer
12 rue Henri Rol Tanguy - TSA 20002 - 93555 Montreuil Cedex

Directeur de projet : Programme Expadon2

N° du poste : *34-9* Directeur de projet Systèmes et réseaux d'information et de communication	**Catégorie :** *A/A+*
Cotation parcours professionnel : 3 **Poste catégorie A :**	**Cotation Groupe RIFSEEP : si Attaché d'administration ou Administrateur civil** ***(Groupe 1)***
Poste vacant	

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, exerce ses missions pour le compte de l'État, en lien avec le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. Ces missions consistent principalement à favoriser la concertation au sein des filières de l'agriculture et de la mer, à assurer la connaissance et l'organisation des marchés ainsi qu'à gérer des aides publiques nationales et communautaires. Le programme Expadon2 a pour objectif de concevoir une plateforme globale de gestion dématérialisée pour l'ensemble des obligations sanitaires et phytosanitaires (SPS) nécessaires à l'exportation des produits agricoles et agroalimentaires vers un pays tiers. La direction du programme est assurée conjointement par la direction générale de FranceAgriMer et la direction générale de l'Alimentation, selon une organisation symétrique. La maîtrise d'ouvrage du projet « Programme Expadon2 » relève principalement de la DGAL. Le directeur du projet « Programme Expadon2 » exerce ses fonctions sous l'autorité fonctionnelle et hiérarchique de la directrice générale de FranceAgriMer, directrice du programme, ou de son représentant nommément désigné au Comité de pilotage du projet. Pour l'exercice de ses missions, le directeur de projet est assisté de deux adjoints et d'un chargé de mission PMO. D'autres collaborateurs et des équipes de prestataires viennent renforcer l'équipe projet en tant que de besoin. Les services transverses de FranceAgriMer (notamment le service des Systèmes d'information et le service des Affaires financières) apportent leur soutien à la conduite du programme.
Objectifs du poste	Le programme Expadon2 a été organisé en deux sphères (Agréments et Certificats), constituées de modules fonctionnels allotis pour une mise en production progressive. Les premiers modules de la sphère « Agréments » ont été mis en production auprès de l'ensemble des acteurs (dont exportateurs et services déconcentrés de l'état) durant l'été 2017. Des évolutions (modules complémentaires, maintenances évolutives ergonomiques et fonctionnelles) restent à développer durant les mois à venir. La sphère « Certificats» est entrée en phase de conception détaillée avec un objectif de mise en production des premiers modules au 3ème trimestre 2018 et un déploiement progressif de la télé-procédure de demande de certificats à partir de la fin de l'année 2018. Les modules suivants seront majoritairement déployés sur l'exercice 2019 pour aboutir à une version complète en 2020. Le directeur de projet du Programme Expadon2 prend en charge le pilotage opérationnel et la coordination de l'ensemble du programme et des prestataires, selon le triptyque « délais, qualité, coûts ». Il veille à l'atteinte des résultats attendus et au reporting régulier et pertinent auprès des directeurs du Programme.

<table>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</td><td colspan="2">Les missions du directeur de projet MOE du Programme Expadon2 relèvent du pilotage opérationnel d'un programme complexe :
- Il pilote et coordonne l'ensemble des équipes – internes et externes – et les prestataires intervenant au Programme, il planifie et coordonne les travaux, il veille à la qualité des livrables, au respect des plannings et à la satisfaction des usagers ;
- Il apporte son appui aux maîtrises d'ouvrage dans la formulation des besoins et exigences afin de veiller à leur opérationnalité ;
- Il pilote la relation contractuelle avec les prestataires intervenant sur le programme, veille à la qualité et aux délais de publication des appels d'offres produits par son équipe ainsi qu'à la bonne exécution des contrats des prestataires parties prenantes ;
- Il prépare et anime les instances de pilotage décisionnelles, supervise et coordonne les instances de pilotage opérationnelles ;
- Il veille à la maîtrise des risques du Programme en termes de budgets, de plannings et de qualité des mises en production ainsi qu'à la régularité d'un reporting pertinent de ces éléments auprès des directeurs du programme.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Directions générales de FranceAgriMer et du MAA (DGAL), directeur de projet MOA du Programme Expadon2 (MAA/DGAL), prestataires AMOA et MOE, MOA DGAL et FranceAgriMer (Mission des affaires internationales), services transverses de FranceAgriMer, représentants de la DINSIC et de la direction des Achats de l'Etat.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>- Connaissance des organisations : fonctionnement de l'administration d'Etat et d'un établissement public administratif ;
- bonnes connaissance des technologies des systèmes d'informations ;
- gestion budgétaire et pilotage financier d'un projet ;
- maîtrise de la gestion contractuelle et du code des marchés public.</td><td>- direction de projet complexe à fort enjeu ;
- capacités de mobilisation et d'animation d'équipes pluridisciplinaire ; sens de la pédagogie ;
- sens de l'anticipation, investissement et réactivité ;
- respect de la confidentialité, loyauté et disponibilité.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Christine AVELIN – Directrice générale
Secretariat-dg@franceagrimer.fr - Tel 01 73 30 30 11

Isabelle CENZATO – Secrétaire générale
Secretaire.General@franceagrimer.fr - Tel 01 73 30 30 11</td></tr>
</table>

Date limite de dépôt de candidature : vendredi 19 janvier 2018

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

FranceAgriMer
12 rue Henri Rol Tanguy - TSA 80008 - 93555 Montreuil cedex

Agence comptable/Service Visa des interventions

Adjoint au chef d'unité Visa des aides à la promotion et autres interventions nationales et européennes

N° appel à candidature :	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 2	**Cotation part fonction RIFSEEP si corps des attachés : 3**
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation : MONTREUIL - (M° St-Mandé, ligne 1)**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement public administratif placé sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture, participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans le domaine de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la pêche. L'Etablissement est agréé en tant qu'organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA). Une soixantaine d'agents de l'Etablissement concourent aux missions de l'Agence comptable, qui se caractérisent par l'importance des opérations sur crédits européens (environ 500 M€/an). L'Agence comptable est organisée en 4 services (Visa des interventions, Comptabilité, Finances et Recouvrement). Le service Visa des interventions est créé à compter du mois de février 2018. Il regroupe les agents et les activités de deux services, l'un précédemment chargé des aides nationales et l'autre des aides communautaires. L'équipe de 34 personnes est répartie en 4 unités, placées sous la responsabilité de chefs d'unité, et une mission. L'unité Visa des aides à la promotion et autres interventions est composée de 9 agents. Elle a la responsabilité notamment des mesures relatives à la promotion vitivinicole, à la promotion des produits agricoles, à l'aide aux plus démunis, aux fruits et légumes et au lait à l'école, à la génétique animale et végétale. Elle peut être amenée à traiter des aides de crise. Pour ces mesures, elle est chargée : - Du visa, c'est-à-dire la réalisation des contrôles relevant du comptable public (ordres de payer et ordres de recouvrer) des mesures d'intervention dont elle a la responsabilité ; - De la gestion des cautions bancaires présentées par les entreprises bénéficiaires des dispositifs d'aide ; - Des relations avec les différents corps de contrôle interne à FranceAgriMer et externe, notamment la Commission de certification des comptes des organismes payeurs (C3OP).
Objectifs du poste	Assister et suppléer le chef d'unité dans toutes ses fonctions (assurer la mise en œuvre des dispositifs de visa pour les mesures relevant de l'unité, organiser l'activité de l'unité, développer la polyvalence et l'harmonisation des pratiques au sein de l'unité, …). Etre en capacité d'assurer le visa et la supervision des différentes mesures relevant de l'unité. Assurer les fonctions transversales de l'unité (suivi des tableaux de bord, des prévisions de trésorerie, des tests avec le service Systèmes d'information, ajustements comptables, …).
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Aux côtés du chef d'unité : - Pilotage et organisation de l'activité de l'unité pour garantir la continuité du service et sa qualité ; - Participation au processus de mise en place des dispositifs d'aide avec les services gestionnaires ;

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">– Préparer les projets de réponse aux audits internes et externes.

S’assurer de la réalisation du visa et de la supervision des dossiers et appui des agents dans la réalisation de ces tâches.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Direction Interventions, service Juridique et de Coordination communautaires, service Systèmes d’information, auditeurs internes et externes, autres services de l’Agence comptable.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs / Connaissances</td><td>Savoir-faire / Maîtriser</td></tr>
<tr><td>- Connaissance des principes de la comptabilité publique.
- Capacité à organiser le travail autour des outils informatiques.
- Connaissance de la règlementation européenne et des dispositifs d’aide agricole appréciée.</td><td>- Capacité d’analyse et qualités relationnelles.
- Aptitudes à travailler en équipe.
- Capacité à rendre compte et à relayer les informations.
- Maîtrise des outils bureautiques.
- Intérêt pour les systèmes d’information financiers ;
- Connaissance de SIREPA appréciée.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Rodolphe JAYET-GENDROT, fondé de pouvoir
01-73-30-26-09
rodolphe.jayet-gendrot@franceagrimer.fr

Williams CAMPOS-SUAREZ, adjoint à la cheffe du service des ressources humaines
01-73-30-22-66
williams.campos-suarez@franceagrimer.fr</td></tr>
</table>

Date limite de dépôt de candidature : mardi 23 janvier 2018

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

FranceAgriMer
12 rue Henri Rol Tanguy - TSA 80008 - 93555 Montreuil cedex

Agence comptable

Chef du service Visa des interventions

N° appel à candidature :	**Catégorie : A/A+**
Cotation parcours professionnel : 3	**Cotation part fonction RIFSEEP si corps des attachés : 1**
Poste vacant	**Localisation : MONTREUIL - (M° St-Mandé (ligne 1)**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement public administratif placé sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture, participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans le domaine de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la pêche. L'Etablissement est agréé en tant qu'organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA). Une soixantaine d'agents de l'Etablissement concourent aux missions de l'Agence comptable, qui se caractérisent par l'importance des opérations sur crédits européens (environ 500 M€/an). L'Agence comptable est organisée en 4 services (Visa des interventions, Comptabilité, Finances et Recouvrement). Le service Visa des interventions est créé à compter du mois de janvier 2018. Il regroupe les agents et les activités de deux services, l'un précédemment chargé des aides nationales et l'autre des aides communautaires. Le titulaire du poste est responsable du pilotage d'une équipe de 34 personnes. Il est assisté d'un adjoint. Le service est composé de 4 unités placées sous la responsabilité de chefs d'unité et d'une mission. L'une des unités (7 agents) est située au sein de la délégation nationale de Libourne (Gironde). La mission Méthodes appuie le service en matière d'harmonisation des procédures et de l'organisation. Le service Visa des interventions est chargé : - Du visa, c'est-à-dire la réalisation des contrôles relevant du comptable public (ordres de payer et ordres de recouvrer), des mesures d'intervention mises en œuvre par l'Etablissement (viticulture, fruits et légumes, apiculture, aides aux plus démunis, expérimentation, aides de crise élevage, …) ; - De la gestion des cautions bancaires présentées par les entreprises bénéficiaires des dispositifs d'aide (plus de 20 000 actes déposés) ; - Des relations avec les différents organes de contrôle interne et externe, notamment la Commission de certification des comptes des organismes payeurs (C3OP).
Objectifs du poste	Aux côtés de l'agent comptable et du fondé de pouvoir : - Coordonner et animer les équipes pour rendre effectives les évolutions d'organisation et renforcer l'harmonisation des pratiques, la polyvalence et l'efficience des unités ; - Veiller à la qualité des opérations de contrôle relevant de l'agent comptable ; - Assurer la qualité du dialogue avec les services gestionnaires ; - Organiser les activités du service pour garantir le respect des conditions d'agrément en tant qu'organisme payeur européen.
Description des missions à exercer ou des tâches à	- Pilotage et organisation de l'activité du service ; - Participation au processus de mise en place des dispositifs d'aide avec les services gestionnaires ;

<table>
<tr><td>exécuter</td><td colspan="2">– Pilotage des outils de modernisation et des méthodes (projet de gestion unifiés des cautions et des garanties, dématérialisation des procédures, …) ;
– Préparation des projets de réponse aux audits internes et externes.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Services gestionnaires (direction Interventions, direction Marchés, études et prospective, mission Affaires européennes et internationales), service Juridique et de Coordination communautaire, service Systèmes d’information, auditeurs internes et externes, autres services de l’Agence comptable.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs / Connaissances</td><td>Savoir-faire / Maîtriser</td></tr>
<tr><td>- Capacité à piloter et à manager.
- Aptitude à la conduite de projets.
- Connaissance des règles de la comptabilité publique.
- Connaissance de la règlementation européenne appréciée.</td><td>- Capacité d’analyse, autonomie, prise d’initiative, qualités relationnelles
- Aptitudes managériales confirmées
- Savoir rédiger (comptes rendus, notes, procédures)
- Maîtrise des outils bureautiques.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Hervé CHAZEAU, Agent comptable
01-73-30-23-00
herve.chazeau@franceagrimer.fr

Rodolphe JAYET-GENDROT, fondé de pouvoir
01-73-30-26-09
Rodolphe.jayet-gendrot@franceagrimer.fr

Williams CAMPOS-SUAREZ, adjoint de la cheffe du service des ressources humaines
01.73.30.22.66
williams.campos-suarez@franceagrimer.fr</td></tr>
</table>

Date limite de dépôt de candidature : mardi 23 janvier 2018

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

FranceAgriMer
12 rue Henri Rol Tanguy - TSA 80008 - 93555 Montreuil cedex

Agence comptable/Service Visa des interventions

Chef d'unité Visa des aides à l'investissement vitivinicole et autres interventions nationales et européennes

N° appel à candidature :	**Catégorie : A+/A**
Cotation parcours professionnel : 2	**Cotation part fonction RIFSEEP si corps des attachés : 2**
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation : MONTREUIL - (M° St-Mandé ,ligne 1)**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement public administratif placé sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture, participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans le domaine de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la pêche. L'Etablissement est agréé en tant qu'organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA). Une soixantaine d'agents de l'Etablissement concourent aux missions de l'Agence comptable, qui se caractérisent par l'importance des opérations sur crédits européens (environ 500 M€/an). L'Agence comptable est organisée en 4 services (Visa des interventions, Comptabilité, Finances et Recouvrement). Le service Visa des interventions est créé à compter du mois de février 2018. Il regroupe les agents et les activités de deux services, l'un précédemment chargé des aides nationales et l'autre des aides communautaires. L'équipe de 34 personnes est répartie en 4 unités, placées sous la responsabilité de chefs d'unité, et une mission. L'unité Visa des aides à l'investissement vitivinicole et autres interventions nationales et européennes est composée de 9 agents. Elle a la responsabilité notamment des mesures relatives aux investissements vitivinicoles de l'OCM, aux certificats exportation, et importation, aux plantations de vigne, au service public de l'équarrissage, aux Certivéto, aux études et au budget d'influence. Elle peut être amenée à traiter des aides de crise. Pour ces mesures, elle est chargée : - Du visa, c'est-à-dire la réalisation des contrôles relevant du comptable public (ordres de payer et ordres de recouvrer) des mesures d'intervention dont elle a la responsabilité ; - De la gestion des cautions bancaires présentées par les entreprises bénéficiaires des dispositifs d'aide ; - Des relations avec les différents corps de contrôle interne à FranceAgriMer et externe, notamment la Commission de certification des comptes des organismes payeurs (C3OP). Le chef d'unité Visa des aides à l'investissement vitivinicole et autres interventions nationales et européennes est assisté d'un adjoint.
Objectifs du poste	Assurer la mise en œuvre des dispositifs de visa pour les mesures relevant de l'unité en garantissant la qualité comptable et financière des aides et la qualité de service de l'Agence comptable et de l'Etablissement dans ce secteur. Dans le cadre défini par le service, organiser l'activité de l'unité : s'assurer du bon déroulement des opérations de visa des dépenses, anticiper les difficultés et blocages dans le processus de dépense et apporter les solutions nécessaires. Développer la polyvalence et l'harmonisation des pratiques entre les agents de l'unité. Assister le chef de service et son adjoint dans la mise en place des outils d'organisation, de pilotage de l'activité et de performance du service. Mettre en œuvre les évolutions attendues et les objectifs définis dans le plan pluri-

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">annuel de performance.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</td><td colspan="2">– Pilotage et organisation de l’activité de l’unité notamment des contrôles et de leur supervision pour garantir la continuité du service et sa qualité ;
– Réalisation des mesures de suivi de la performance et préparation des projets de réponse aux audits internes et externes ;
– Participation au processus de mise en place des dispositifs d’aide avec les services gestionnaires ;
– Etre en capacité d’assurer la supervision des différentes mesures relevant de l’unité ;
– Gestion des ressources humaines de l’unité.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Services gestionnaires (direction Interventions, direction Marchés, études et prospective, mission Affaires européennes et internationales), service Juridique et de Coordination communautaires, service Systèmes d’information, auditeurs internes et externes, autres services de l’Agence comptable.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs / Connaissances</td><td>Savoir-faire / Maîtriser</td></tr>
<tr><td>- Connaissance des principes de la comptabilité publique.
- Capacité à organiser le travail autour des outils informatiques.
- Connaissance de la règlementation européenne et des dispositifs d’aide agricole appréciée.</td><td>- Capacité d’analyse et qualités relationnelles.
- Aptitudes managériales à fédérer une équipe autour des projets qui lui sont confiés.
- Capacité à rendre compte et à relayer les informations.
- Maîtrise des outils bureautiques.
- Intérêt pour les systèmes d’information financiers.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Hervé CHAZEAU, agent comptable
01-73-30-23-00
herve.chazeau@franceagrimer.fr

Rodolphe JAYET-GENDROT, fondé de pouvoir
01-73-30-26-09
rodolphe.jayet-gendrot@franceagrimer.fr

Williams CAMPOS-SUAREZ, adjoint à la cheffe du service des ressources humaines
01-73-30-22-66
williams.campos-suarez@franceagrimer.fr</td></tr>
</table>

Date limite de dépôt de candidature : mardi 23 janvier 2018

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

FranceAgriMer
12 rue Henri Rol Tanguy - TSA 80008 - 93555 Montreuil cedex

Agence comptable

Adjoint au chef du service Visa des interventions

N° appel à candidature :	**Catégorie : A+/A**
Cotation parcours professionnel : 2	**Cotation part fonction RIFSEEP si corps des attachés : 2**
Poste vacant	**Localisation : MONTREUIL - (M° St-Mandé, ligne 1)**

Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement public administratif placé sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture, participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans le domaine de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la pêche. L'Etablissement est agréé en tant qu'organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA). Une soixantaine d'agents de l'Etablissement concourent aux missions de l'Agence comptable, qui se caractérisent par l'importance des opérations sur crédits européens (environ 500 M€/an). L'Agence comptable est organisée en 4 services (Visa des interventions, Comptabilité, Finances et Recouvrement). Le service Visa des interventions est créé à compter du mois de janvier 2018. Il regroupe les agents et les activités de deux services, l'un précédemment chargé des aides nationales et l'autre des aides communautaires. Le titulaire du poste assiste et supplée le chef de service dans toutes ses fonctions de pilotage d'une équipe de 34 personnes réparties en 4 unités placées sous la responsabilité de chefs d'unité et une mission. L'une des unités (7 agents) est située au sein de la délégation nationale de Libourne (Gironde). La mission Méthodes appuie le service en matière d'harmonisation des procédures et de l'organisation. Le service Visa des interventions est chargé : - Du visa, c'est-à-dire la réalisation des contrôles relevant du comptable public (ordres de payer et ordres de recouvrer), des mesures d'intervention mises en œuvre par l'Etablissement (viticulture, fruits et légumes, apiculture, aides aux plus démunis, expérimentation, aides de crise élevage, …) ; - De la gestion des cautions bancaires présentées par les entreprises bénéficiaires des dispositifs d'aide (plus de 20 000 actes déposés) ; - Des relations avec les différents organes de contrôle interne et externe, notamment la Commission de certification des comptes des organismes payeurs (C3OP).
Objectifs du poste	Avec le chef du service Visa des interventions : - Coordonner et animer les équipes pour rendre effectives les évolutions d'organisation et renforcer l'harmonisation des pratiques, la polyvalence et l'efficience des unités ; - Veiller à la qualité des opérations de contrôle relevant de l'agent comptable ; - Assurer la qualité du dialogue avec les services gestionnaires ; - Organiser les activités du service pour garantir le respect des conditions d'agrément en tant qu'organisme payeur européen. Etre force de propositions sur ces différents sujets. Suivre des projets de modernisation (organisation, outils).
Description des missions à exercer	- Pilotage et organisation de l'activité du service ; - Participation au processus de mise en place des dispositifs d'aide avec les

<table>
<tr><td>ou des tâches à exécuter</td><td colspan="2">services gestionnaires ;
– Pilotage des outils de modernisation des outils et des méthodes (projet de gestion unifiés des cautions et des garanties, dématérialisation des procédures, …) ;
– Préparation des projets de réponse aux audits internes et externes.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Services gestionnaires (direction Interventions, direction Marchés, études et prospective, mission Affaires européennes et internationales), service Juridique et de Coordination communautaire, service Systèmes d’information, auditeurs internes et externes, autres services de l’Agence comptable.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs / Connaissances</td><td>Savoir-faire / Maîtriser</td></tr>
<tr><td>- Capacité à piloter et à manager.
- Aptitude à la conduite de projets.
- Connaissance des règles de la comptabilité publique.
- Connaissance de la règlementation européenne appréciée.
- Connaissances des mesures d’intervention gérées par FranceAgriMer appréciée</td><td>- Capacité d’analyse, autonomie, prise d’initiative, qualités relationnelles
- Aptitudes managériales confirmées
- Savoir rédiger (comptes rendus, notes, procédures)
- Maîtrise des outils bureautiques.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Hervé CHAZEAU, Agent comptable
01-73-30-23-00
herve.chazeau@franceagrimer.fr

Rodolphe JAYET-GENDROT, fondé de pouvoir
01-73-30-26-09
Rodolphe.jayet-gendrot@franceagrimer.fr

Williams CAMPOS-SUAREZ, adjoint à la cheffe du service des ressources humaines
01.73.30.22.66
Williams.campos-suarez@franceagrimer.fr</td></tr>
</table>

Date limite de dépôt de candidature : mardi 23 janvier 2018

Parc national du Mercantour

INTITULE DU POSTE :

CHARGÉ DE MISSION BASE DE DONNÉES ET DÉVELOPPEMENT WEB

- CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE DE 24 MOIS -

1. Cadre général du poste

Le Parc national du Mercantour est administré par un établissement public à caractère administratif (EPA) placé sous tutelle du ministre chargé de l'environnement.

L'équipe de direction est composée d'un directeur, d'un directeur adjoint, de trois cheffes de service (Connaissance et Gestion du Patrimoine, Sensibilisation et Valorisation du Territoire et Secrétariat Général), du responsable de la cellule du Système d'Information (SI) et des 5 responsables des services territoriaux (Haut-Var, Roya-Bevera, Tinée, Vésubie, Ubaye-Verdon).

L'établissement compte 80 agents permanents répartis entre le siège (45%) et le territoire du Parc (55%) distribué en 5 Services Territoriaux.

Le Parc National du Mercantour couvre 2.147 km² répartis sur 28 communes dont 22 dans le département des Alpes Maritimes et 6 dans le département des Alpes de Haute Provence. Le parc national est composé :

- d'une zone prioritairement dédiée à la protection du patrimoine naturel : le cœur (685 km²) ;
- d'un espace dédié au développement durable : l'aire d'adhésion (1 462 km²),

Le Mercantour est un territoire où les enjeux patrimoniaux sont forts : une biodiversité exceptionnelle à la fois montagnarde et méditerranéenne, une grande faune emblématique (loup, gypaète, bouquetin...) et un patrimoine culturel riche (Vallée des Merveilles,...). Ces enjeux patrimoniaux doivent être concilié avec les activités économiques qui se sont développées principalement dans l'aire d'adhésion (agriculture, tourisme, artisanat ...).

2. Éléments de contexte

La cellule SI a été créée au sein du Parc national du Mercantour en 2011. Elle est constituée d'un informaticien, d'un chargé de mission base de données et développement web et du responsable de cette cellule.

La cellule SI est chargée de mettre en place les moyens techniques et de développer les outils adéquats en vue de récolter, stocker, traiter et restituer l'ensemble des informations nécessaires et utiles au bon fonctionnement de l'établissement. La tendance actuelle consiste de plus en plus en la création d'interfaces web dynamiques. A ce titre le parc national administre plusieurs outils de type web rando.marittimemercantour.eu, http://biodiversite.mercantour-parcnational.fr/, http://geonature.fr/

etc.

La base de données spatiale (Postgresql – PostGIS) a pour vocation à recevoir l'ensemble des

données validées produites par le Parc (couches de référence, métier, données patrimoniales) et par ses partenaires.

L'ensemble des données est décrit via l'outil GeoNetwork des parcs nationaux, accessible sur Internet catalogue.parcnational.fr

Les agents ayant des besoins avancés en analyse de données sont équipés de QGIS 2.14.

Un portail de cartographie interne (Cartothèque) basé sur la solution Lizmap + QGISserver

L'essentiel des demandes en matière de saisie ou d'analyse de l'information localisée concerne les services :

- « Connaissance et Gestion du Patrimoine » avec l'intégration, la création, la modélisation et l' échanges de données sur des thématiques telles que la forêt, les lacs, les sites prioritaires, la faune, la flore, l'agropastoralisme, etc.
- Sensibilisation et Valorisation du Territoire et Secrétariat Général avec la signalétique, les tronçons et les itinéraires de randonnée, le vol libre, etc.
- Les services territoriaux.

3. Activités principales

Sous l'autorité du chef du service, le chargé de mission base de données et développement web a pour missions principales :

- Alimenter et **administrer les bases de données** : intégration, mises à jour, recherche, collecte,
- **Concevoir, analyser, paramétrer et coder des solutions logicielles** et maintenir leurs évolutions.

Administration du SIG et des bases de données

- Analyse et modélisation des bases de données géographiques.
- Administration (contrôle, intégration, structuration, sauvegarde, mise en cohérence) des données propres et partenaires.
- Alimentation en continu de l'outil de métadonnées et s'assurer du respect par l'établissement de la norme INSPIRE.

Développement de nouveaux outils numériques

- Réalisation d'applications de cartographie dynamique open source pour l'administration et la diffusion interne et externe de données en lien avec les différentes bases de données « métiers ».
- Définition de l'architecture, documentation de l'installation et de l'utilisation de l'application.

Appui à la production de connaissances

- Traitements cartographiques et analyses de données produites en interne en appui du service connaissance et gestion du patrimoine et du service valorisation des connaissances.
- Cartographies d'aide à la décision, à la gestion et à l'évaluation des actions du Parc.
- Formation et assistance des utilisateurs du SIG et des applications de cartographie dynamique sur Internet et sur mobile.

4. Les projets en cours et à venir

- Geonature : migration de la base de données Geonature V1 vers la base de données Geonature V2. Déploiement de Geonature V2 (web + mobile).
- Cartothèque : mise à jour des projets existants et intégration de nouvelles thématiques (ex : forêt), mise à jour de la version de lizmap.
- Développement d'outils de saisie et de consultation de données naturalistes.

5. Connaissances techniques :

Bases de données

- SGDB : maîtrise indispensable de PostgreSQL/PostGIS et PgAdmin ainsi que du langage SQL,
- Maîtrise en modélisation et conception de bases de données relationnelles et à composante spatiale.

Cartographie dynamique

- Maîtrise indispensable du langage orienté Objet.
- Bonne connaissance du framework Python et Javascript (AngularJS)
- Maîtrise de la librairie web-mapping Leaflet et/ou OpenLayers 3.
- Bonne connaissance du langage HTML, Css (BootStrap).

SIG

- *Maîtrise de Quantum GIS 2.14*
- *Connaissance de QGIS Server, Lizmap.*

Informatique :

- Bonne connaissance du système d'exploitation Linux (Debian).
- Connaissance sur la gestion de serveur Web : Apache, Nginx
- Connaissance de base en gestion de serveur d'hébergement internet (gestion de virtualisation, sécurité, sauvegarde...).
- Connaissance de base en gestion d'appareils mobiles sur Android.

6. Caractéristique du poste

Poste de catégorie A ou B confirmé, ouvert aux fonctionnaires titulaires, par voie de détachement et à défaut aux contractuels. Il est basé à Nice sous l'autorité du responsable de la cellule système d'information.

Formation initiale souhaitée : Bac+5 ou bac+3 selon l'expérience professionnelle.

7. Conditions de travail

Travail essentiellement de bureau, sur écran informatique. Être en bonne condition physique pour ponctuellement accompagner sur le terrain les agents dans le cadre de leurs missions.

8. Modalités de recrutement

Le dossier de candidature, comprenant une lettre de motivation et un curriculum vitae détaillé, fera apparaître la compétence et l'expérience du candidat dans les domaines d'activités visés.

Il devra également préciser la date de disponibilité du candidat ainsi que son statut (fonctionnaire d'État / fonctionnaire de collectivité / non fonctionnaire).

Les dossiers de candidature seront adressés par courriel uniquement, avant le **14 janvier 2018 (17h00)** à :

samuel.priou@mercantour-parcnational.fr.

laurent.scheyer@mercantour-parcnational.fr

marie-pierre.euzenot-furthauer@mercantour-parcnational.fr

Les candidats présélectionnés sur dossiers seront conviés à présenter leur candidature devant un jury de recrutement le mardi **23 janvier 2018**. A la suite de l'entretien, un test technique de 30 minutes permettra d'évaluer la technicité des candidats.

Pour tous renseignements complémentaires, les personnes à contacter :

M. Samuel Priou (responsable de la cellule système d'information).
e-mail : samuel.priou@mercantour-parcnational.fr

Mme. Marie-Pierre Euzenot-Fürthauer, secrétaire générale (responsable des ressources humaines).
Tel : 04 93 16 50 82
e-mail : marie-pierre.euzenot-furthauer@mercantour-parcnational.fr

Appel à candidatures
Etablissement public du Parc national des Calanques
(Siège à Marseille – Bouches-du-Rhône)

Technicien territorial de médiation, accueil, transition écologique et solidaire

Emploi proposé

Emploi proposé : **technicien territorial de médiation (accueil, transition écologique et solidaire)**

Poste ouvert en priorité aux agents titulaires de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale, de catégorie B, par voie de détachement.

Durée de l'engagement : 3 ans renouvelables, poste à pourvoir **au 1er mars 2018.**

Résidence administrative : Marseille (Bouches-du-Rhône).

Contexte

Créé le 18 avril 2012, le Parc national des Calanques est le premier parc national urbain en Europe, à la fois terrestre et marin. Il est au cœur de la nouvelle métropole Aix-Marseille Provence (1,8 millions d'habitants), ouverte sur la Méditerranée.

Le Parc national des Calanques s'étend sur les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat et La Penne sur Huveaune. Il se compose d'un cœur terrestre de 85 km² et d'un cœur marin de 435 km², ainsi que d'une aire d'adhésion de 26 km² et d'une aire marine adjacente de 980 km².

C'est le plus vaste parc national marin en France, se développant jusqu'à 12 miles au large, incluant non seulement des écosystèmes côtiers, mais aussi des canyons profonds, parmi les plus riches de Méditerranée occidentale.

Au cœur d'une vaste métropole urbaine, ce parc national se trouve dans une situation inédite, qui constitue un véritable défi pour la conciliation de la préservation de patrimoines naturel, paysager et culturel exceptionnels, et le développement durable des activités. Il est marqué par de fortes interactions entre la ville et la nature, sur l'espace terrestre et marin, entre le cœur et les territoires environnants : il se trouve au centre des enjeux de la gestion intégrée des zones côtières.

Dans le cadre de sa mission d'accueil, d'information et de sensibilisation des publics, l'Etablissement public du Parc national des Calanques met en place un technicien territorial de médiation (accueil, transition écologique et solidaire) qui sera chargé, à terre et en mer, de l'organisation et de la mise en œuvre des actions et dispositifs d'accueil, d'information, de sensibilisation, de médiation, de communication de terrain. pour accompagner la transition écologique et solidaire.

Le technicien territorial de médiation est placé sous l'autorité du délégué à l'action territoriale du Parc national des Calanques. Il intervient sur l'ensemble du territoire du Parc national, en lien fonctionnel avec les unités territoriales, le pôle « éducation, culture et développement social » et la cellule communication.

Fonctions

Le technicien territorial de médiation organise et anime les dispositifs territoriaux d'accueil, d'information et de sensibilisation des publics avec des personnels saisonniers (écogardes ; volontaires du service civique ; autres renforts) :

- Recrutements, organisation du travail (plannings), pilotage et animation des équipes ;
- Définition des besoins en équipement (moyens, matériels, véhicules...), préparation et suivi des commandes, organisation de l'entretien et du suivi des matériels en lien avec le logisticien du Parc national ;
- Elaboration et mise en œuvre des formations des personnels temporaires ;
- Définition et coordination de la mise en œuvre des patrouilles à terre et en mer et autres actions d'information sur le terrain ;
- Assurer le lien et transmettre les informations de terrain en interne et en externe ;
- traitement et analyse des données de terrain relevées par les équipes ;
- Rédaction des bilans de fin de saison.

Il organise et met en œuvre les actions durables de sensibilisation des acteurs du tourisme et assure la médiation territoriale pour la transition écologique et solidaire :

- Installation et animation de relations durables de terrain avec les acteurs locaux du tourisme : Offices de Tourisme, capitaineries des ports, sociétés nautiques
- Organiser et mettre en œuvre la diffusion des supports de communication auprès des acteurs du tourisme, des acteurs économiques locaux, des habitants et riverains du Parc national, de la population et des visiteurs ;
- Assurer un soutien technique, avec les personnels et moyens dont il a la charge, auprès des Gardes Moniteurs dans leurs actions de médiation territoriale avec les acteurs locaux (CIQ, mairies, maisons de quartier, centres sociaux, animations locales)
- Coordination des saisonniers et équipes de secteurs pour l'organisation ou la participation à des évènementiels grand-public (fête du parc et autres manifestations)

Il appuie l'organisation opérationnelle d'actions d'éducation à l'environnement et de développement durable :

- En lien avec la chargée de mission du pôle « Education, culture et développement social » et les correspondants des unités territoriales chargés de l'éducation à l'environnement, participation à la mise en œuvre du dispositif d'accueil des classes dans le Parc national des Calanques
- Participation à l'organisation des formations des équipes des secteurs et écogardes sur l'éducation à l'environnement, l'animation et l'accueil du public
- Contribution à l'amélioration et à la création de parcours et de nouveaux outils pédagogiques
- Participation au groupe de travail EEDD du Parc national
- Organisation des actions d'accueil et de sensibilisation des publics
- Coordination des saisonniers et équipes de secteurs pour l'organisation ou la participation à des évènementiels grand-public (fête du parc et autres manifestations)

Qualités requises

- Forte motivation pour le développement durable, pour la protection de la nature et du patrimoine culturel, et connaissance des politiques s'y rapportant ;
- Forte capacité relationnelle, sens de la diplomatie et pédagogie ;
- Aptitude et expérience solide dans l'encadrement d'équipes ;
- Sens du travail en équipe ainsi que du management d'actions territoriales ;
- Expérience dans la conduite de dispositifs similaires ;
- Goût pour la communication ;
- Pratique d'une langue étrangère ;
- Permis de conduire obligatoire (VL)

Seront considérés comme des atouts supplémentaires :

- Connaissances du territoire et des enjeux du Parc national, des patrimoines naturels terrestres et marins ;
- Permis côtier et CRR maritime (certificat restreint de radiophonie) souhaités ;
- Expérience en éducation à l'environnement et animation ;
- expérience dans le cadre d'un organisme de gestion des espaces naturels ;
- connaissances naturalistes terrestres et marines, en milieu méditerranée.

Candidatures

Date limite des candidatures : **26 janvier 2018**
Prise de fonctions souhaitée : **1er mars 2018**

Les candidatures sont à adresser à **Monsieur le Directeur du Parc national des Calanques.**

- **Par courrier à :**
  Parc national des Calanques
  Bât. A, 141 avenue du Prado
  13008 Marseille.

- **Ou par courriel** avec accusé de réception à l'adresse suivante : contact@calanques-parcnational.fr

Elles devront comporter une lettre de motivation et un *curriculum vitae* détaillé, faisant apparaître les motivations, les compétences et l'expérience du candidat, sa date de disponibilité ainsi que son statut et sa rémunération actuelle (indice).
La sélection des candidatures s'effectuera de la façon suivante : une présélection sera réalisée sur dossier puis les candidats pré-retenus seront auditionnés par une commission. A l'issue des auditions, le Directeur effectuera alors le choix final.

Personnes à contacter

Alain VINCENT, responsable de la mission territoriale « interface Ville nature » et de la coordination de l'action territoriale.
(Téléphone : 04.86.12.63.78 courriel : alain.vincent@calanques-parcnational.fr).

- -

Appel à candidatures
Etablissement public du Parc national des Calanques
(Siège à Marseille – Bouches-du-Rhône)

Garde du littoral - Archipel du Frioul
(2 postes ouverts sur 2018 - 2020)

Emploi proposé

Emploi proposé : **Garde du littoral sur l'archipel du Frioul**

Poste ouvert aux agents titulaires de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale, de catégorie C, par voie de détachement, et, à défaut, aux contractuels.

Durée de l'engagement : 3 ans, poste à pourvoir au 1er mars 2018

Résidence administrative : Marseille (Bouches-du-Rhône).

Contexte

Créé le 18 avril 2012, le Parc national des Calanques est le premier parc national urbain en Europe, à la fois terrestre et marin. Il est au cœur de la nouvelle métropole Aix-Marseille Provence (1,8 millions d'habitants), ouverte sur la Méditerranée.

Le Parc national des Calanques s'étend sur les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat et La Penne sur Huveaune. Il se compose d'un cœur terrestre de 85 km² et d'un cœur marin de 435 km², ainsi que d'une aire d'adhésion de 26 km² et d'une aire marine adjacente de 980 km².

C'est le plus vaste parc national marin en France, se développant jusqu'à 12 miles au large, incluant non seulement des écosystèmes côtiers, mais aussi des canyons profonds, parmi les plus riches de Méditerranée occidentale.

Au cœur d'une vaste métropole urbaine, ce parc national se trouve dans une situation inédite, qui constitue un véritable défi pour la conciliation de la préservation de patrimoines naturel, paysager et culturel exceptionnels, et le développement durable des activités. Il est marqué par de fortes interactions entre la ville et la nature, sur l'espace terrestre et marin, entre le cœur et les territoires environnants : il se trouve au centre des enjeux de la gestion intégrée des zones côtières.

L'archipel du Frioul est situé au centre de la rade de Marseille. Il est composé de quatre îles et îlots : l'île d'If, l'îlot de Tiboulen, les îles de Ratonneau et Pomègues, ces deux dernières étant reliées par une digue.
Il est relié au cœur de l'espace urbain par quelques dizaines de minutes de traversée assurée par un service de navettes maritimes sous délégation de service public à partir du Vieux Port.
L'archipel du Frioul est un territoire habité, partie intégrante du 7° arrondissement de Marseille. Depuis 2002 et le classement en site Natura 2000 des espaces naturels du Frioul, puis en 2012 avec la création du Parc national des Calanques, le village du Frioul est un quartier entouré d'un espace naturel protégé et géré.
Visible depuis l'ensemble du littoral métropolitain, facilement accessible, le Frioul constitue une entrée majeure et emblématique vers les espaces naturels protégés insulaires du Parc national des Calanques.

Sa situation géographique en fait un site majeur pour l'accueil de publics variés, étrangers ou, plus encore, locaux, tels que randonneurs, baigneurs, plaisanciers, pêcheurs, plongeurs, ou encore groupes scolaires.

L'archipel du Frioul est par ailleurs particulièrement remarquable, tant pour la diversité de ses habitats naturels, que pour sa richesse en termes d'espèces, souvent rares ou menacées. Il constitue à ce titre un site refuge majeur à l'échelle méditerranéenne.

Depuis le 14 février 2014, le Conservatoire du littoral a acquis les espaces naturels terrestres de l'archipel du Frioul. Une convention cadre pour la gestion de ces espaces naturels a été signée entre le Conservatoire du littoral d'une part, la Ville de Marseille et le Parc national des Calanques, qui en assurent la co-gestion, d'autre part.

Une convention de partenariat établie entre le Conservatoire du littoral, le Parc national des Calanques et la Ville de Marseille définit, pour les années 2018 à 2020, les modalités d'organisation et de financement de la gestion des sites du Conservatoire du littoral et des espaces naturels terrestres et marins du site Natura 2000 sur l'archipel du Frioul. A ce titre, l'Etablissement du Parc national des Calanques met en place un dispositif de gestion spécifique aux espaces naturels du Frioul qui complète l'implication de l'équipe permanente de gardes moniteurs qui intervient sur l'unité territoriale « littoral ouest et Archipels ».

Dans ce cadre, sont recrutés deux gardes du littoral sur l'archipel du Frioul pour la période 2018 – 2020.

Les gardes du littoral sont affectés au sein de l'unité territoriale « Littoral Ouest et Archipels » et sont placés sous l'autorité de l'adjointe au responsable de l'unité, chargée du pilotage et du suivi pour le Parc national des Calanques du partenariat avec la Ville de Marseille et le Conservatoire du Littoral pour la gestion de l'archipel du Frioul.

Fonctions

Le garde du littoral de l'archipel Frioul participe aux différentes activités de gestion des espaces naturels du site et des espaces marins adjacents, dans le cadre d'une feuille de route spécifique pilotée par l'unité territoriale « Littoral ouest et archipels ».

Ses missions s'exercent dans le cadre du partenariat étroit établi entre la Ville de Marseille, le Conservatoire du littoral et l'Établissement public du Parc national des Calanques.

Il est notamment chargé, sur les espaces naturels de l'archipel du Frioul et les espaces marins adjacents :

- des actions d'accueil, de pédagogie et d'information auprès des acteurs et publics locaux ainsi que des visiteurs, excursionnistes ou touristes;
- des missions de surveillance, de gestion, d'aménagement et de mise en valeur du patrimoine naturel ;
- des missions techniques dans le domaine de la protection de la faune et de la flore ;
- des missions de collecte des données et de suivi de l'état des espèces et des milieux naturels ou du territoire.

Ces spécificités, sur un territoire de Parc National au contact direct avec la Ville de Marseille, présentent une importante diversité que les personnels doivent être en mesure d'appréhender et de gérer :

- relations avec les services de proximité de la Ville de Marseille, avec la population locale et les acteurs locaux (comité d'intérêt de quartier, associations locales, copropriétés, entreprises, acteurs du tourisme, services de sécurité, etc) intervenant sur l'archipel ;
- prise en compte des enjeux environnementaux périurbains multiples intégrant des problématiques de risques et pressions fortes ;
- intégration des enjeux sociaux et mise en œuvre d'action de développement durable (chantiers d'insertion, de bénévoles, travail avec les centres sociaux) ;
- gestion des fréquentations locale, régionale et touristique aux abords du village, sur le littoral et en mer, avec de multiples activités sportives et de loisirs ;
- mise en œuvre d'actions de surveillance particulièrement variées, à terre, en mer, sur le littoral et dans les franges de l'aire protégée ;
- participation aux activités du Parc national en mer.

Au quotidien, il met en œuvre la feuille de route « gestion des espaces naturels du Frioul », programme d'action annuel établi en application du plan de gestion par les trois partenaires de la gestion des espaces naturels du Frioul et de l'aire marine adjacente :

- il contribue à la surveillance générale des espaces naturels terrestres et marins de l'archipel ;
- il met en œuvre des actions d'accueil et de sensibilisation des publics ;
- Il assure la diffusion des supports de communication auprès des acteurs du tourisme, des acteurs économiques locaux, des habitants et des visiteurs ;
- il contribue aux actions de pédagogie à l'environnement ;
- Il entretient des relations durables de terrain avec les acteurs locaux, notamment dans le domaine du tourisme : Office de Tourisme, capitainerie du port, sociétés nautiques, commerçants… ;
- Il participe au suivi des travaux en milieu naturel et réalise de petits travaux de gestion courante ;
- il contribue à la connaissance et au suivi des espèces et du milieu naturel terrestre et marin.

Il intervient en lien avec les gardes-moniteurs inspecteurs de l'environnement, et les personnels saisonniers (écogardes, volontaires du service civique, etc) du Parc national des Calanques, dans un cadre pilotée par l'adjointe au responsable de l'unité territoriale « Littoral Ouest et Archipels ».

CONDITIONS DE TRAVAIL : travail en milieu escarpé, travail en mer, travail fréquent le dimanche et les jours fériés.

Qualités requises

- Forte motivation pour le développement durable, pour la protection de la nature et du patrimoine culturel, et connaissance des politiques s'y rapportant ;
- Expérience dans la gestion des espaces naturels terrestres et marins ;
- Forte capacité relationnelle, sens de la diplomatie et pédagogie ;
- Technique et outils de communication et de médiation ;
- Connaissances naturalistes ;
- Bonne aptitude au travail en équipe ;
- Autonomie et responsabilité ;
- Pratique d'une langue étrangère ;
- Permis de conduire obligatoire (VL)
- Permis bateau et expérience de la navigation

Seront considérés comme des atouts supplémentaires :

- Connaissances du territoire et des enjeux du Parc national, des patrimoines naturels terrestres et marins méditerranéens ;
- Expérience similaire de garde du littoral
- Expérience en éducation à l'environnement et animation ;
- Expérience dans le cadre d'un organisme de gestion des espaces naturels.

Il n'est pas mis à disposition - à ce jour - de logement de fonction sur l'île par nécessité absolue de service. Toutefois, une résidence sur le village du Frioul constituerait un atout fort.

Candidatures

Date limite des candidatures : **01 février 2018**

Prise de fonctions souhaitée : **lundi 5 mars 2018**

Les candidatures sont à adresser à **Monsieur le Directeur du Parc national des Calanques.**

- **Par courrier à :**
  Parc national des Calanques
  Bât. A, 141 avenue du Prado
  13008 Marseille.

- **Ou par courriel** avec accusé de réception à l'adresse suivante : contact@calanques-parcnational.fr

Elles devront comporter une lettre de motivation et un *curriculum vitae* détaillé, faisant apparaître les motivations, les compétences et l'expérience du candidat, sa date de disponibilité. Pour les agents de la fonction publique, le statut et la rémunération actuelle (indice) seront également à préciser.
La sélection des candidatures s'effectuera de la façon suivante : une présélection sera réalisée sur dossier puis les candidats pré-retenus seront auditionnés par une commission. A l'issue des auditions, le Directeur effectuera alors le choix final.

Personnes à contacter

Alain MANTE, responsable de l'unité territoriale « Littoral Ouest et Archipels »
Courriel : alain.mante@calanques-parcnational.fr
Lorraine ANSELME, adjointe, chargée du partenariat sur la gestion des espaces naturels du Frioul
Courriel : lorraine.anselme@calanques-parcnational.fr).

- -

Date : 20/12/2017

Poste à pourvoir	**Evaluateur scientifique et technique Résidus et Sécurité des Aliments (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 24 mois**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des produits réglementés,
Unité Résidus et Sécurité des Aliments (URSA)

Missions / contexte

La direction de l'évaluation des produits réglementés (DEPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché.

En ce qui concerne l'évaluation des substances et produits phytopharmaceutiques et biocides, la DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

L'Unité Résidus et Sécurité des Aliments est chargée de l'évaluation scientifique de la partie Résidus et Sécurité des Aliments des dossiers d'approbation de substances actives phytosanitaires et biocides, des demandes d'autorisation de mise sur le marché des préparations contenant ces substances, menées dans le cadre européen, zonal ou non, et des demandes afférentes. Elle est également en charge de l'évaluation des matières fertilisantes et supports de cultures (MFSC) dans ce domaine. A ce titre, elle rédige la partie correspondante des dossiers, assure la cohérence de l'ensemble des évaluations réalisées et veille au respect des délais réglementaires.
Par ailleurs, l'URSA est en charge du traitement de l'ensemble des dossiers de demandes de modifications de Limites Maximales de Résidus (LMR) pour les substances actives phytosanitaires et biocides, ces dossiers étant exclusivement traités dans un cadre législatif Européen.
L'équipe est composée de 20 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, les missions de l'évaluateur sont d'assurer l'évaluation scientifique de la partie « Résidus et sécurité des aliments » des dossiers soumis à la DEPR,

Activités

- Evaluer les études scientifiques.
- Exploiter des données et/ou résultats scientifiques
- Recenser des données bibliographiques
- Intégrer des données
- Présenter les travaux d'évaluation dans le cadre national et européen
- Contrôler leur validité et leur cohérence
- Commenter les évaluations scientifiques réalisées par les partenaires européens ou internationaux
- Analyser et critiquer les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des lignes européennes existantes.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse en français ou en anglais dans un cadre national ou européen.
- Présenter les travaux d'évaluation dans le cadre national ou européen, à la fois dans le cadre de l'évaluation des dossiers biocides et phytosanitaires.
- Respecter les délais de l'évaluation
- Participer à l'amélioration des procédures internes à l'URSA et au respect de l'ensemble des procédures de la DEPR et de l'Anses.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis :

Ingénieur, DEA, DESS ou équivalent (chimie analytique, agronomie, toxicologie, évaluation de risques, etc) minimum bac+3

Expériences similaires

Expérience en évaluation des risques alimentaires appréciée. Connaissances du contexte réglementaire lié à l'évaluation des substances et produits biocides souhaitées.

Compétences

- Connaissance de la méthodologie d'évaluation des risques liés à l'alimentation
- Connaissance de la règlementation européenne et internationale dans le domaine des résidus dans l'alimentation,
- Connaissance du fonctionnement des institutions françaises, européennes et internationales, dans le secteur de l'évaluation des produits phytopharmaceutiques et/ou biocides et de la fixation des LMR
- Capacités d'analyse et de synthèse
- Aptitudes à la communication orale et écrite, en français et en anglais
- Connaissance des logiciels informatiques du pack office
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe ;
- Communiquer en anglais scientifique et technique

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 19 janvier 2018

Renseignements sur le poste : Xavier SARDA (xavier.sarda@anses.fr) ou Suzanne PIERLOT (suzanne.pierlot@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-159 à :** recrutement@anses.fr

Date : 20/12/2017

Poste à pourvoir	**Technicien de laboratoire en microbiologie et biologie moléculaire (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 12 mois**
Localisation	**Fougères**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Le laboratoire de Fougères compte une soixantaine d'agents et comprend 4 unités : Analyse des Résidus et Contaminants (ARC), Toxicologie des contaminants (TC), Expérimentation, Modélisation et Analyse de Données (EMAD) et Antibiotiques, Biocides, Résidus et Résistance (AB2R). Il mène des activités de recherche et de référence sur plusieurs types de dangers chimiques et biologiques pouvant affecter la sécurité des aliments et la qualité des aliments. Il détient plusieurs mandats de référence en tant que Laboratoire National de Référence (LNR) pour les résidus de médicaments vétérinaires, Laboratoire de Référence de l'Union Européenne (LR-UE) pour les résidus d'antibiotiques et de colorants, et LNR pour la résistance aux antibiotiques.

Missions / contexte

Le poste est à pourvoir dans l'unité Antibiotiques, Biocides, Résidus et Résistance (AB2R), qui mène des activités de recherche et de référence dans le domaine de la sécurité alimentaire. La résistance des bactéries aux antibiotiques constitue un enjeu prioritaire en matière de santé publique et la surveillance de cette résistance est une mission primordiale pour le Laboratoire. Ces activités de surveillance réalisées en collaboration avec les laboratoires de Ploufragan et Maisons-Alfort s'inscrivent dans le cadre des missions de référence. Pour mieux comprendre les facteurs contribuant à l'émergence de bactéries antibiorésistantes, l'unité mène des programmes collaboratifs de recherche sur l'impact de l'usage des antibiotiques sur l'antibiorésistance développée par les bactéries mais également sur les effets des traitements biocides sur l'écologie microbienne (cultivabilité, antibiorésistance) en IAA.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité hiérarchique du chef d'Unité AB2R et de son adjointe, le technicien exercera ses fonctions au sein de l'Unité composée de 14 permanents (6 scientifiques et 8 techniciennes).
Sous l'autorité fonctionnelle du responsable du LNR résistance antimicrobienne et en collaboration avec les techniciens et les scientifiques de l'Unité, cet agent réalisera, dans le cadre du programme du LNR, des travaux techniques sur l'évaluation de la sensibilité aux antibiotiques des bactéries isolées dans le cadre de plans nationaux de surveillance de l'antibiorésistance.
Sous l'autorité fonctionnelle d'un chef de projets de l'Unité, le technicien sera amené, dans le cadre de projets de recherche menés par l'Unité, à mettre en œuvre des protocoles techniques d'analyse en microbiologie et biologie moléculaire pour caractériser l'impact de l'usage de produits antimicrobiens (antibiotiques, biocides) sur le risque de sélection de bactéries résistantes à ses produits.

Activités

- Mettre en œuvre des méthodes de microbiologie (dénombrements, taux de croissance, tests de résistance aux antibiotiques et biocides)
- Développer et mettre en œuvre des protocoles expérimentaux en biologie moléculaire pour la détection, la quantification des bactéries viables et l'expression de gènes cibles (dessin d'amorces, qPCR, RT-qPCR)
- Participer à l'élaboration et la mise en œuvre des essais interlaboratoires organisés dans le cadre des activités du LNR
- Réaliser sous assurance qualité les analyses dans le cadre des essais accrédités d'évaluation de la sensibilité des bactéries (*E. coli* et *Salmonella*) aux antibiotiques
- Participer aux contrôles métrologiques des appareils relevant de son périmètre d'activités

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BTS, DUT ou Licence professionnelle dans le domaine de la microbiologie et biologie moléculaire
minimum BAC +2

Expériences similaires :

- Technicien de laboratoire (1 an d'expérience minimum)
- Expérience indispensable dans le domaine de la biologie moléculaire
- Expérience appréciée sous assurance qualité

Compétences :

- Compétences scientifiques et techniques en microbiologie et biologie moléculaire
- Appétence pour les méthodes NGS
- Qualités relationnelles, capacités de dialogue et de travail en équipe
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office, logiciels)
- Autonomie, aptitude organisationnelle, rigueur, force de proposition et dynamisme
- Capacité d'analyse, de synthèse et aptitude à rendre compte
- Compréhension de l'anglais scientifique

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 19 janvier 2018

Renseignements sur le poste : Christophe SOUMET (christophe.soumet@anses.fr) (02-99-94-78-57)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-158 à :** recrutement@anses.fr et christophe.soumet@anses.fr

Date : 19/12/2017

Poste à pourvoir	**Technicien de laboratoire en virologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 18 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Sécurité des Aliments, site de Maisons-Alfort
Département des Contaminants microbiologiques des aliments
Unité Virus Entériques (VE)

Missions / contexte

Le laboratoire de sécurité des aliments, intervient sur les dangers biologiques et chimiques pouvant affecter la sécurité sanitaire des aliments. Il participe, dans son domaine d'intervention, à l'accomplissement des missions de référence, de recherche, d'expertise, d'épidémiologie, de veille scientifique et technique de l'Agence.

Au sein du département « Contaminants microbiologiques des aliments », l'unité des virus entériques (VE) s'intéresse aux virus transmissibles par la voie alimentaire. Les virus entériques représentent un risque émergent important qui a été mis en évidence relativement récemment du fait du développement de méthodes de détection spécifiques et sensibles.
Dans ce cadre, les missions de l'unité consistent à améliorer les méthodes de détection des principaux virus entériques dans les aliments et à contribuer à l'évaluation du risque viral. L'unité est également sollicitée pour participer aux investigations lors de toxiinfections alimentaires collectives (TIAC).
L'unité est composée de 6 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, le « Technicien » est en charge d'activités de biologie moléculaire et cellulaire. Le technicien devra posséder de bonnes compétences en virologie. Il interviendra dans l'analyse des échantillons alimentaires en cas de TIAC et contribuera aux projets de recherche et développement de l'unité qui consistent à améliorer les méthodes de détection des principaux virus entériques dans les aliments et à contribuer à l'évaluation du risque viral. Il prendra en charge la fonction de correspondant hygiène et sécurité au sein de l'unité.

Activités

L'activité de l'agent visera notamment à :

- Mettre au point des protocoles et réaliser des manipulations de biologie moléculaire (concentration des virus / extraction des acides nucléiques / RT-qPCR en temps réel / clonage / transcription in vitro…).
- Mettre au point des protocoles et réaliser des manipulations de biologie cellulaire et virologie
- Rechercher des génomes viraux dans les échantillons alimentaires en cas de toxiinfection alimentaires collectives.
- Participer aux projets de recherche et développement.
- Contribuer à la rédaction de protocoles, de rapports techniques et à la valorisation des travaux
- Respecter la mise sous assurance qualité
- Assumer la fonction de correspondant hygiène et sécurité.

Conditions particulières

- Port d'équipement de protection individuelle (EPI)
- Respect des règles de confidentialité
- Vaccination hépatite A essentiellement
- Manipulation de produits dangereux
- Manipulation d'agents pathogènes
- Travail en zone confinée /P3

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC +2/3 en biologie souhaitée ayant une formation en biologie moléculaire et cellulaire - Minimum BAC

Expériences similaires

- Expérience appréciée dans le domaine de la virologie
- Une première expérience en laboratoire est souhaitée

Compétences

- Solides connaissances de la microbiologie
- Maîtrise des techniques de biologie moléculaire et cellulaire
- Maitrise des outils informatiques et bio-informatiques pour l'analyse des séquences
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Curiosité scientifique
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Autonomie et esprit d'initiative
- Aptitude organisationnelle, rigoureux (se) et dynamique
- Bonne connaissance de l'anglais scientifique.
- Force de proposition
- Connaissances et vigilance sur les règles d'hygiène et de sécurité.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 12 janvier 2018

Renseignements sur le poste : Sylvie PERELLE, Cheffe d'unité, sylvie.perelle@anses.fr ; Tel : 01 49 77 27 99

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-157 à :** recrutement@anses.fr

Date : 21/12/2017

Poste à pourvoir	**Chargé de projets (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 24 mois**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction des autorisations de mise sur le marché Unité d'Instruction Administrative (UIA)
Missions / contexte	La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt adoptée en octobre 2014 a confié à l'Anses des missions de délivrance des autorisations de mise sur le marché (AMM) des produits phytopharmaceutiques (PPP), des adjuvants, et des matières fertilisantes et supports de culture (MFSC) transférées à l'Anses depuis juillet 2015. L'Anses s'est vue confier des missions équivalentes assurées par le ministère en charge de l'environnement, en ce qui concerne les produits biocides à compter du 1er juillet 2016. Une direction des AMM (DAMM) a été créée en juillet 2015 pour la mise en œuvre de ces nouvelles missions. La DAMM est chargée d'instruire les décisions d'autorisation, de modification et de retrait de mise sur le marché des produits mentionnés, de mettre en place les activités d'inspection et de contrôle et d'animer le comité de suivi des AMM ; elle comprend une unité d'instruction administrative qui assure la réception et le traitement administratif des dossiers et la préparation des décisions d'ordre administratif, et une unité des décisions qui assure l'instruction des dossiers issus de l'évaluation.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Placé sous l'autorité du chef de l'unité qui assure la réception et le traitement administratif des dossiers, la préparation des décisions d'ordre administratif et la gestion des déclarations d'essais de produits, l'agent sera chargé du suivi de plusieurs activités. Les principaux sujets d'intervention seront axés autour des chantiers de fiabilisation des données des intrants du végétal (produits phytopharmaceutiques et matières fertilisantes et supports de culture) et de la recevabilité administrative des dossiers les plus complexes.

Activités

Les activités du chargé de projet seront les suivantes :

- Fiabilisation des données des intrants du végétal, regroupant diverses thématiques telles que la séparation de gamme entre produits destinés aux professionnels et produits destinés aux jardiniers amateurs, les produits de commerce parallèle, le classement des produits, la correction d'autres données susceptibles d'être publiées sur le site ephy.
- Assurer le traitement des dossiers les plus complexes comme par exemple ceux liés aux évaluations zonales (Réexamen, AMM, extension d'usages, changement mineur de composition,…). Ce traitement consiste en un certain nombre d'actions comme la recevabilité administrative, la rédaction de différents courriers, le renseignement des systèmes d'information interne avec tous les éléments permettant d'assurer la traçabilité et le suivi de l'instruction des demandes.la transmission des dossiers pour l'évaluation scientifique, la préparation de certaines décisions sur ces demandes…

Des activités complémentaires en appui au chef d'unité ou son adjointe ou au profit de la Direction des AMM pourront être confiées au chargé de projet.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Niveau BAC + 3 en agronomie/agriculture, santé ou environnement.
Niveau BAC + 5 (Master 2, DEA ou diplôme d'ingénieur) en agronomie/agriculture, santé ou environnement, fortement souhaité.

Expériences similaires

- Expérience dans le domaine de la protection des plantes et/ou de l'instruction de dossiers réglementaires.

Compétences

- Autonomie et rigueur, esprit critique, réactivité et sens de l'organisation,
- Capacité d'analyse et de synthèse,
- Connaissances techniques et/ou règlementaires dans les domaines des produits phytopharmaceutiques et/ou des matières fertilisantes et supports de culture,
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale,
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale),
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur).

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 20 janvier 2018

Renseignements sur le poste : Bertrand BITAUD (bertrand.bitaud@anses.fr, tel. 01 49 77 21 28)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-161 à :** recrutement@anses.fr, copie bertrand.bitaud@anses.fr

Date : 21/12/2017

Poste à pourvoir	**Technicien en gestion des AMM (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 18 mois**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction des autorisations de mise sur le marché
Unité d'Instruction Administrative (UIA)

Missions / contexte

La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt adoptée en octobre 2014 a confié à l'Anses des missions de délivrance des autorisations de mise sur le marché (AMM) des produits phytopharmaceutiques (PPP), des adjuvants, et des matières fertilisantes et supports de culture (MFSC). Ces missions, aujourd'hui exercées par le ministère en charge de l'agriculture, seront transférées à l'Anses à compter du 1er juillet 2015. La loi confie également à l'ANSES des missions d'inspection et de contrôle de ces produits.
D'autre part, l'Anses devrait à court terme se voir confier des missions équivalentes assurées par le ministère en charge de l'environnement, en ce qui concerne les produits biocides.
Dans ce double contexte, et afin d'assurer une indépendance entre des activités d'évaluation et la gestion des autorisations, une direction des AMM (DAMM) sera créée au 1er juillet pour la mise en œuvre de ces nouvelles missions. La DAMM sera chargée d'instruire les décisions d'autorisation, de modification et de retrait de mise sur le marché des produits mentionnés, de mettre en place les activités d'inspection et de contrôle et d'animer le comité de suivi des AMM ; elle comprendra également une unité d'instruction administrative des AMM qui assurera la réception et le traitement administratif des dossiers et la préparation des décisions d'ordre administratif.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef de l'unité d'instruction administrative, le technicien en gestion des AMM sera chargé d'assurer l'instruction administrative des dossiers entrant dans le cadre des différentes procédures d'autorisation de mise sur le marché (AMM) des produits biocides, des produits phytopharmaceutiques, des adjuvants, des matières fertilisantes et supports de culture, dans le respect des procédures en vigueur.

Activités

Le technicien en gestion des AMM sera chargé de :

- Assurer la gestion administrative des demandes liées aux autorisations de mise sur le marché des produits biocides et, en fonction des besoins, des intrants du végétal, en particulier leur recevabilité administrative en vue de préparer leur évaluation scientifique,
- Assurer le traitement complet des demandes de type administratif avec la préparation des décisions,
- Participer à l'information des demandeurs,
- Intégrer et assurer le suivi des informations saisies dans les bases de données en lien avec les activités ci-dessus.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Baccalauréat scientifique
Niveau BTS ou Licence dans le domaine scientifique fortement souhaité

Expériences similaires :

- Expérience professionnelle souhaitée dans l'instruction de dossiers ou le domaine d'une réglementation relative aux produits chimiques

Compétences :

- Autonomie et rigueur, esprit d'analyse**,**
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe
- Réactivité et maitrise des délais,
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale,
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite),
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur).

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 20 janvier 2018

Renseignements sur le poste : Bertrand BITAUD (bertrand.bitaud@anses.fr, tel. 01 49 77 21 28)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-162 à :** recrutement@anses.fr, copie bertrand.bitaud@anses.fr

Date : 21/12/2017

Poste à pourvoir	**Technicien de laboratoire en biologie (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 18 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de santé animale
Unité Zoonoses Bactériennes (UZB)

Missions / contexte

L'Unité UZB du Laboratoire de santé animale de Maisons Alfort (25 agents) s'intéresse aux affections bactériennes multi-espèces ayant une incidence sur la santé publique humaine et dont les conséquences économiques en élevage sont généralement importantes dont les mycobactérioses. L'Unité UZB est en particulier Laboratoire National de Référence pour la Tuberculose.

Dans ce cadre, les missions de l'Unité UZB consistent à assurer un diagnostic de référence, à réaliser des contrôles officiels et à améliorer, à harmoniser et à standardiser les méthodes de diagnostic, tout en développant des activités Recherche.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité et du responsable d'équipe, le technicien sera en charge notamment des activités immunosérologiques de l'équipe « mycobactéries », notamment en Tuberculose Bovine

Activités

- Analyses immunologiques, gestion des dossiers d'appui technique, gestion des sérothèques de référence, saisie informatique de données de résultats analytiques, rédaction de protocoles et de rapports techniques.
- Participation à des études épidémiologiques, recherche et validation de nouvelles techniques de diagnostic sérologique appliquées aux mycobactérioses.
- Suppléance aux activités de bactériologie et de biologie moléculaire de l'équipe si besoin
- Participation aux formations de stagiaires français dans le domaine.
- Participation à l'encadrement et suppléance des personnels d'assistance technique.
- Fonctions de coordination transversale possibles.
- Participation à la production technique de l'unité UZB, principalement pour les mycobactéries, en lien avec la responsable d'équipe et ses collaborateurs scientifiques et techniques.

Conditions particulières

- Etat de santé compatible avec la manipulation des animaux de laboratoire et avec le port d'équipement de protection individuelle (combinaison, masque type FFP2, gants, sur-chaussures, charlotte) pour un travail en zone de laboratoire de niveau 3 (hautement protégé)
- Manipulation potentiellement de produits dangereux nécessitant un respect strict des procédures.
- Accord pour un suivi médical spécifique.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+2 de type BTS/DUT en biologie, ayant une formation en immunologie et en microbiologie. Formation en expérimentation animale souhaitée. Minimum Bac.

Expériences similaires : Expérience en laboratoire souhaitée si possible en immunologie (et bactériologie éventuellement)

Compétences :

- Bonne connaissance de l'immunologie
- Bonne connaissance, et si possible formation acquise, en assurance qualité et sur les risques biologiques.
- Aptitude au travail en équipe, pour des tâches très diverses, compréhension et respect des procédures écrites et des prescriptions.
- Vigilance sur les règles d'hygiène et sécurité.
- Utilisation des logiciels bureautiques courants (WORD, EXCEL).
- Connaissance de l'anglais souhaitée

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 19 janvier 2018

Renseignements sur le poste : Maria-Laura BOSCHIROLI maria-laura.boschiroli@anses.fr (tel 01 49 77 13 21)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-160 à :** recrutement@anses.fr